



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1327 _____ 2 mars 2017

- **Corruption : Le gouvernement d'Haïti, très remonté contre la Minujusth**
- **Plusieurs blessés à Port-au-Prince et à Petit-Goâve dans des échauffourées entre policiers et lycéens**
- **Huit bénéficiaires du TPS, haïtiens et salvadoriens, portent plainte contre l'administration Trump**
- **Libre circulation des Haïtiens dans les pays membres de la Caricom, à partir du 30 mars 2018**

>> Corruption : Le gouvernement d'Haïti, très remonté contre la Minujusth

Le gouvernement de Jack Guy Lafontant a rappelé en consultation l'ambassadeur d'Haïti aux Nations unies, Denis Régis. Cette décision survient quelques heures après une note du ministère des affaires étrangères qui s'élève contre une position exprimée par la Mission des Nations-unies d'appui à la justice en Haïti. « La Minujusth outrepassa son mandat à travers cette déclaration, qui traduit une attitude partisane, nuisible à la stabilité politique et institutionnelle ». « Le ministère des Affaires étrangères est consterné que cette déclaration vienne polluer une atmosphère sereine, indispensable à l'investissement et au développement économique et social, condition essentielle à la stabilité et à la paix ». Le gouvernement trouve « surprenants » les propos de la cheffe de la Mission des Nations unies pour l'appui à la justice en Haïti, qui « portent atteinte encore une fois à l'image du pays », « alors que l'ONU a appelé à une retraite de levée de fonds en faveur des victimes du choléra, introduit en Haïti dans les circonstances que l'on sait ». Le 25 février, la Minujusth saluait la nomination d'un juge d'instruction chargé d'assurer le suivi du dossier de corruption, relatif à la dilapidation des fonds PetroCaribe. « Je salue l'initiative et le rôle actif des citoyens haïtiens et de la société civile, engagés dans la lutte contre la corruption et l'impunité. Leurs actions démontrent que la population défend l'obligation de rendre des comptes ainsi que la justice », écrit l'Américaine Susan D. Page, Représentante spéciale du secrétaire général des Nations-unies. Depuis début janvier, plus d'une vingtaine de citoyens ont porté plainte contre les personnes soupçonnées d'implication dans ce dossier. « Selon un rapport récemment publié par Transparency International, Haïti est classé comme le pays le plus corrompu de la région des Caraïbes »,

rappelait la Minujusth. La mission onusienne souhaite également la nomination de juges sur ce qui s'est passé à Gran Ravin le lundi 13 novembre et à Lilavois, le jeudi 12 octobre. A Gran Ravin, plusieurs riverains ont été l'objet d'exécutions sommaires par des unités de la Police Nationale d'Haïti. A Lilavois, en représailles à l'assassinat d'un des leurs, des membres de la Brigade d'opération et d'intervention départementale (BOID) ont perpétré diverses exactions, comprenant la mort d'une personne. La Minujusth a pour mandat d'accompagner le gouvernement haïtien dans le renforcement des institutions d'Etat de droit, de continuation du développement des capacités de la police nationale et des services correctionnels, de suivi de la situation en matière de droits humains, d'en rendre compte et de l'analyser. Dans la poursuite du bras de fer avec les Nations-unies, le gouvernement haïtien a annulé sa participation à une réunion de haut niveau sur le choléra avec le secrétaire général de l'ONU, informe le Miami Herald. Plusieurs hauts fonctionnaires de l'Etat, dont des proches du Parti haïtien tèt kale (PHTK) au pouvoir et Jovenel Moïse lui-même - par ailleurs inculpé pour des transactions financières, suspectes et douteuses -, sont soupçonnés d'implication dans la dilapidation de plusieurs milliards de dollars des fonds PetroCaribe. Alors qu'il déclare vouloir combattre la corruption, Jovenel Moïse qualifie de « persécution politique » le rapport de la commission sénatoriale spéciale sur la gestion des fonds PetroCaribe. La corruption continue de polluer l'administration publique, en dépit de certaines actions entreprises pour la freiner, dénonce l'Unité de lutte contre la corruption. Les risques de corruption, qui ne sont pas une fatalité, peuvent être réduits par la mise en place de mesures de prévention et la diffusion de normes éthiques de

bonnes pratiques administratives. L'ULCC plaide pour l'indépendance du système judiciaire, la gestion saine des finances publiques, l'accès à l'information, la protection des lanceurs d'alerte, un

système (rigoureux) de déclaration de patrimoine des agents publics, l'adoption de lois anti-corruption et le respect des libertés fondamentales.

>> Plusieurs blessés à Port-au-Prince et à Petit-Goâve dans des échauffourées entre policiers et lycéens

Sept personnes, dont trois élèves, blessées, deux élèves et un professeur bastonnés par des policiers. C'est le bilan provisoire des échauffourées, le mercredi 28 février, à Cité Soleil et Marin. Aspergés sans discernement de gaz lacrymogènes par la police, plus d'une vingtaine d'élèves, dans les salles de classes du lycée de Duvivier de Cité Soleil, se sont évanouis. « Au moment où les policiers lançaient les bonbonnes de gaz lacrymogènes en direction de l'école, plus d'une vingtaine d'élèves sont tombés en syncope. Dépassé par les événements, je suis sorti pour aller discuter avec eux. J'ai été sévèrement agressé par les policiers. J'ai été aussi témoin d'un élève giflé par ces derniers. Un professeur a été malmené et un élève blessé à la tête, après avoir été cogné par le fusil d'un policier », a confié, au quotidien Le Nouvelliste, le directeur du lycée de Duvivier de Cité Soleil, Josaphat Charles. La route appelée wout nèf, qui

dessert les départements de l'Ouest, du Plateau central, de l'Artibonite, du Nord-Ouest, du Nord et du Nord-Est, en passant par Cité Soleil, était fermée aux automobilistes. A Petit-Goâve, l'écolier Nelson Avril, sévèrement bastonné par des policiers et blessé à l'oreille, a été conduit à l'hôpital et interpellé avec trois autres élèves. Un nombre important de pare-brise de véhicules ont été brisés à la suite de ces affrontements entre la police et les élèves, qui ont ripostés par des jets de pierres. Les activités étaient paralysées ce mercredi à Petit-Goâve, au troisième jour d'un mouvement d'élèves réclamant le retour dans les salles de classes de leurs professeurs en grève depuis plusieurs semaines pour exiger le paiement de plusieurs mois d'arriérés de traitements. Mêmes revendications de lycéens cette semaine, à Port de Paix et aux Gonaïves.

>> Huit bénéficiaires du TPS, haïtiens et salvadoriens, portent plainte contre l'administration Trump

En mettant fin au Statut de Protection Temporaire (TPS), Donald Trump a pris une « décision raciste et discriminatoire », qui « viole nos droits constitutionnels », soutiennent ces huit bénéficiaires dans un article du journal américain Miami Herald, cité par la plateforme Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR). Le jeudi 22 février, l'organisation communautaire « Centro Presente », qui défend les bénéficiaires du TPS au Massachusetts, s'est jointe à la plainte déposée par les bénéficiaires du programme à la Cour du District américain à Boston. Le procès est intenté par le Comité des avocats pour les droits civils et la justice économique, qui, auparavant, contestait la

constitutionnalité de l'ordre exécutif de l'administration Trump, ciblant les villes sanctuaires. « En janvier, le Fonds de défense juridique (NAACP) a demandé, au cours d'un procès, à un juge fédéral de la Cour du district des États-Unis du Maryland, de revenir sur la décision de mettre fin aux protections humanitaires pour près de 60 000 immigrantes et immigrants haïtiens », souligne le journal américain Miami Herald. Le TPS, qui prendra fin le 22 juillet 2019, avait été attribué par l'administration du président Barack Obama, aux migrants haïtiens qui fuyaient Haïti après le tremblement de terre dévastateur de 2010.

>> Libre circulation des Haïtiens dans les pays membres de la Caricom, à partir du 30 mars 2018

Cette disposition s'appliquera aux Haïtiens détenteurs d'un visa américain, canadien et Schengen.

A lire également:

- Le nouveau programme du Fmi aura un coût social important en Haïti, selon l'économiste Eddy Labossière
<http://www.alterpresse.org/spip.php?article22762>
- Caricom : L'Assemblée des peuples des Caraïbes sceptique sur des retombées économiques pour Haïti
<http://www.alterpresse.org/spip.php?article22761>
- Droits humains : Le sociologue Bernard Ethéart relativise le dossier de scandale sexuel qui éclabousse Oxfam
<http://www.alterpresse.org/spip.php?article22753>
- Scandale sexuel : Oxfam demande des clarifications au gouvernement après la mesure officielle de suspension contre l'Ong / Oxfam réitère son « engagement envers Haïti et son peuple »
<http://www.alterpresse.org/spip.php?article22766>